
**Arrêté n° 4151-2022/ARR/DIMENC du 22 novembre 2022
modifiant les garanties financières au titre de l'exploitation
de ses installations sises communes de Yaté et du Mont-
Dore par la société Prony Resources New Caledonia**

La présidente de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code de l'environnement de la province Sud, et notamment son article 413-25 ;

Vu le code monétaire et financier et notamment son article D712-1 ;

Vu l'arrêté modifié n° 1467-2008/PS du 9 octobre 2008 autorisant la société Goro Nickel SAS à l'exploitation d'une usine de traitement de minerai de nickel et de cobalt sise « Baie Nord » - commune du Mont-Dore, d'une usine de préparation du minerai et d'un centre de maintenance de la mine sis « Kwé Nord » - commune de Yaté ;

Vu l'arrêté modifié n° 1466-2008/PS du 9 octobre 2008 autorisant l'exploitation d'une aire de stockage à résidus et ses cellules de suivi par la société Goro Nickel SAS – site de la Kwé Ouest – commune de Yaté ;

Vu l'arrêté modifié n° 891-2007/PS du 13 juillet 2007 autorisant la société Goro Nickel SAS à exploiter les installations portuaires de Goro en baie de Prony – commune du Mont-Dore ;

Vu l'arrêté modifié n° 3690-2017/ARR/DIMENC du 29 novembre 2017 modifié autorisant la société Vale Nouvelle-Calédonie S.A.S. à exploiter une usine d'assèchement de résidus et un stockage de déchets issus du procédé hydrométallurgique, site de la Kwé Ouest, commune de Yaté ;

Vu le courrier de Prony Resources New Caledonia en date du 5 septembre 2022 (réf. CE2022-DIMENC-66089) visant à proposer un nouveau échéancier de constitution des garanties financières sans modification des montants ;

Considérant que l'article 413-25 du code de l'environnement susvisé prévoit, sur demande étayée de l'exploitant, la possibilité pour la présidente de l'assemblée de la province d'atténuer certaines des prescriptions primitives ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie (rapport n° 174732-2022/1-ACTS) ;

L'exploitant entendu,

Arrête :

Article 1^{er} : Garantie financière de l'usine

Le tableau de l'échéancier de constitution des garanties financières de l'article 13 de l'arrêté n° 1467-2008/PS du 9 octobre 2008 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

| Echéance | Montant de la garantie financière à constituer | Equivalent en euros |
|------------|------------------------------------------------|---------------------|
| 31/03/2021 | 2 923 600 000 francs XPF TTC | 24 499 768 € TTC |
| 31/12/2022 | 3 030 000 000 francs XPF TTC | 25 391 400 € TTC |
| 30/09/2023 | 3 150 000 000 francs XPF TTC | 26 397 000 € TTC |
| 30/06/2024 | 3 323 780 150 francs XPF TTC | 27 853 277,66 € TTC |

»

Article 2 : Garantie financière du parc KO2

Le tableau de l'échéancier de constitution des garanties financières de l'article 13 de l'arrêté n° 1466-2008/PS du 9 octobre 2008 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

| Echéance | Montant de la garantie financière à constituer | Equivalent en euros |
|------------|------------------------------------------------|---------------------|
| 31/03/2021 | 2 075 656 000 francs XPF TTC | 17 393 997,28 € TTC |
| 31/12/2022 | 4 375 656 000 francs XPF TTC | 36 667 997,28 € TTC |
| 30/09/2023 | 6 675 656 000 francs XPF TTC | 55 941 997,28 € TTC |
| 30/06/2024 | 9 000 270 160 francs XPF TTC | 75 422 263,94 € TTC |

»

Article 3 : Garantie financière du projet Lucy

Le tableau de l'échéancier de constitution des garanties financières de l'article 13 de l'arrêté n° 3690-2017/ARR/DIMENC du 29 novembre 2017 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

| Echéance | Montant de la garantie financière à constituer | Equivalent en euros |
|-----------------|------------------------------------------------|---------------------|
| Mise en service | 4 375 656 000 francs XPF TTC | 36 667 997,28 € TTC |
| 30/09/2023 | 6 675 656 000 francs XPF TTC | 55 941 997,28 € TTC |
| 30/06/2024 | 9 000 270 160 francs XPF TTC | 75 422 263,94 € TTC |

»

Article 4 : Garantie financière du port

Le tableau de l'échéancier de constitution des garanties financières de l'article 12-bis de l'arrêté n° 891-2007/PS du 13 juillet 2007 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

| Echéance | Montant de la garantie financière à constituer | Equivalent en euros |
|------------|------------------------------------------------|---------------------|
| 31/12/2022 | 350 000 000 francs XPF TTC | 2 933 000 € TTC |
| 30/09/2023 | 700 000 000 francs XPF TTC | 5 866 000 € TTC |
| 30/06/2024 | 1 226 865 620 francs XPF TTC | 10 281 133,90 € TTC |

»

Article 5 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Mont-Dore et à la mairie de Yaté, où elle peut être consultée. Une copie du même arrêté est conservée en permanence sur le site de l'exploitation et tenue à dispositions du personnel et des tiers.

Article 6 : La présidente de l'assemblée de la province Sud est chargée de l'application du présent arrêté qui est transmis à M. le commissaire délégué de la République pour la province Sud, notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

La présidente,
SONIA BACKÈS